

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200793]

12 DECEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux sanctions financières visées aux articles 188 et 190 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les articles 188 et 190;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mars 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mars 2013;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement du 27 mai 2013;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, reçu le 22 mai 2013;

Vu l'avis n° 53.921/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 septembre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'avis du Conseil supérieur du Logement du 17 avril 2013;

Sur la proposition du Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Ministre : le Ministre en charge du Logement;

2° l'Administration : la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie;

3° le programme : le programme triennal d'actions en matière de logement visé à l'article 188 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

4° l'opérateur : l'opérateur immobilier tel que défini à l'article 1^{er}, 23°, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

5° les logements publics : les logements de transit, les logements d'insertion, les logements sociaux et moyens, en ce compris les logements sociaux et moyens vendus depuis dix ans, les logements pris en gestion ou en location par un organisme à finalité sociale ou une société de logement de service public, les logements gérés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, les logements gérés par l'Office central d'action sociale et culturelle du Ministère de la Défense, les logements créés dans le cadre d'un "Community Land Trust" et les logements en résidences-services, sociales ou non, gérés par un opérateur.

Art. 2. § 1^{er}. Chaque commune doit atteindre les objectifs suivants :

1° 10 pour cent de logements publics sur son territoire;

2° un logement de transit pour 5 000 habitants avec un minimum de deux logements de transit pour le 31 décembre 2016.

La commune qui dispose de moins de 5 pour cent de logements publics sur son territoire doit en outre obtenir la prise en gestion ou en location d'au moins un logement par an par un organisme à finalité sociale ou une société de logement de service public.

§ 2. Pour atteindre l'objectif visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, chaque commune doit prévoir dans son programme communal d'actions en matière de logement, un nombre minimum de logements publics, à l'exclusion des logements de transit, fixé par le Gouvernement conformément aux alinéas 2 et 3.

Le Gouvernement détermine le nombre minimum de logements publics à prévoir selon que la commune dispose de moins de 5 pour cent de logements publics sur son territoire ou entre 5 et 10 pour cent de logements publics sur son territoire.

Le nombre visé à l'alinéa 2 est augmenté d'un logement pour les communes qui ont plus de cinq candidats locataires par logement public existant sur leur territoire et d'un ou deux logements pour les communes qui ont un indice de cohésion sociale positif selon qu'elles disposent d'un indice inférieur ou supérieur à 10 pour cent.

Art. 3. La commune qui n'a pas atteint l'objectif visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et dont le conseil communal n'a pas délibéré sur un programme dans le délai fixé par le Gouvernement, est sanctionnée dès la première année qui devait être couverte par le programme.

Le montant annuel de la sanction est fixé à 10.000 euros multiplié :

1° par le nombre minimum de logements fixé pour cette commune conformément à l'article 2, § 2, alinéas 2 et 3, et

2° par le nombre de logements de transit nécessaire pour atteindre l'objectif fixé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, dont sont déduits les logements de transit en cours de création.

La sanction notifiée à la commune couvre le montant dû pour les trois années concernées par le programme, mais peut être payée annuellement par la commune.

La sanction prend fin lorsque le conseil communal délibère, dans le délai fixé par le Gouvernement, sur un programme qui prévoit le nombre minimum de logements fixé à l'article 2, § 2, alinéas 2 et 3, et la création des logements de transit nécessaires pour atteindre l'objectif fixé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°.**Art. 4.** § 1^{er}. La commune qui n'a pas atteint l'objectif visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et dont le programme :

1° ne prévoit pas le nombre minimum de logements fixé pour cette commune conformément à l'article 2, § 2, alinéas 2 et 3, et/ou

2° ne prévoit pas le nombre des logements de transit nécessaires pour atteindre l'objectif fixé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°,

est sanctionnée dès la première année couverte par le programme.

Le montant annuel de la sanction est fixé à 10.000 euros multiplié par le nombre de logements manquants.

La sanction notifiée à la commune couvre le montant dû pour les trois années concernées par le programme, mais peut être payée annuellement par la commune.

La sanction prend fin lorsque le conseil communal délibère, dans le délai fixé par le Gouvernement, sur un programme qui prévoit le nombre minimum de logements fixé à l'article 2, § 2, alinéas 2 et 3, et le nombre minimum de logements de transit nécessaires pour atteindre l'objectif fixé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. La commune dont le programme prévoit le nombre minimum de logements fixé pour cette commune conformément à l'article 2, § 2, alinéas 2 et 3, est sanctionnée si certaines opérations prévues par le programme ne sont pas retenues par le Gouvernement car sont irrecevables ou ne respectent pas les orientations régionales fixées par le Gouvernement, et que le nombre minimum de logements fixé pour cette commune conformément à l'article 2, § 2, alinéas 2 et 3, ne peut dès lors plus être atteint.

Le montant de la sanction est fixé à 10.000 euros par logement manquant.

§ 3. La commune dont le programme prévoit le nombre minimum de logements de transit nécessaire pour atteindre l'objectif fixé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, est sanctionnée si certaines opérations prévues par le programme ne sont pas retenues par le Gouvernement car sont irrecevables et que le nombre minimum de logements de transit nécessaire pour atteindre l'objectif fixé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, ne peut dès lors plus être créé.

Le montant de la sanction est fixé à 10.000 euros par logement manquant.

§ 4. La commune peut adresser un recours contre la décision :

1^o de ne pas retenir des opérations de créations de logements sociaux, d'insertion et de transit;

2^o de la sanctionner conformément au § 1^{er};

3^o de la sanctionner conformément à l'article 6,

auprès de la Chambre de recours instituée par l'arrêté du 19 juillet 2001 relatif au programme communal d'actions en matière de logement, conformément aux modalités fixées par ce même arrêté.

Art. 5. La commune qui avait atteint l'objectif visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, à la date d'approbation par le Gouvernement du précédent programme, mais qui ne l'atteint plus en raison d'une augmentation du nombre de ménages présents sur son territoire, ne peut être sanctionnée en application des articles 3 et 4.

Art. 6. § 1^{er}. L'opérateur qui ne réalise pas une opération du programme retenue par le Gouvernement dans le délai fixé par le Gouvernement et pour lequel, soit la demande de prolongation de délai a été refusée par le Ministre, soit la justification de l'abandon n'a pas été acceptée par le Ministre, est sanctionné à hauteur de 10.000 euros.

En cas d'absence de demande de prolongation du délai fixé par le Gouvernement, l'Administration ou la Société wallonne du Logement, selon que l'opérateur est une société de logement de service public ou une autre personne morale, envoie un courrier à l'opérateur au plus tard six mois après le dépassement du délai pour lui demander de motiver l'abandon de l'opération ou dans la négative, justifier les raisons du retard et indiquer l'échéance permettant d'atteindre le stade d'avancement lié au délai.

Si l'opérateur ne répond pas endéans le mois ou si le Ministre n'accorde pas de prolongation de délai ou n'accepte pas la motivation de l'abandon par l'opérateur, l'opérateur sera sanctionné à hauteur de 10.000 euros.

§ 2. L'opérateur qui ne réalise pas une opération du programme retenue par le Gouvernement dans le délai fixé par le Gouvernement et prolongé par le Ministre, est sanctionné à hauteur de 10.000 euros, s'il n'apporte aucune motivation à l'abandon de l'opération ou si la motivation avancée n'est pas acceptée par le Ministre.

Art. 7. La commune qui ne respecte pas l'objectif fixé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, est sanctionnée au terme des trois années couvertes par le programme.

Le montant annuel de la sanction est fixé à 10.000 euros par logement manquant.

Art. 8. § 1^{er} Le directeur de la Direction des Subventions aux organismes publics et privés du Département du Logement de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie est désigné pour infliger les sanctions prévues au présent arrêté ou, lorsque celui-ci est empêché, un fonctionnaire de niveau 1 attaché à cette même Direction.

§ 2. La sanction doit être acquittée dans un délai de trois mois à compter du jour de la notification de la décision infligeant la sanction.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les sanctions visées aux articles 3 et 4, § 1^{er}, seul un tiers de la sanction doit être acquitté dans un délai de trois mois à compter du jour de la notification de la décision infligeant la sanction.

Un second tiers doit être acquitté dans le courant du 1^{er} trimestre de l'année suivant l'année au cours de laquelle la décision infligeant la sanction est notifiée et un dernier tiers doit être acquitté dans le courant du 1^{er} trimestre de la deuxième année suivant l'année au cours de laquelle la décision infligeant la sanction est notifiée.

§ 3. La sanction est acquittée par virement au compte du Service public de Wallonie - Département de la Trésorerie.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014, à l'exception de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, et de l'article 6 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Art. 10. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 décembre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200793]

12. DEZEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung über die in den Artikeln 188 und 190 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse genannten Geldstrafen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 188 und 190;

Aufgrund des am 22. März 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. März 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Gutachtens der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) vom 27. Mai 2013;

Aufgrund des am 22. Mai 2013 abgegebenen Gutachtens der "Union des Villes et Communes wallonnes" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);

Aufgrund des am 11. September 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 53.921/2/V des Staatsrats;

In Erwägung des am 17. April 2013 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur du Logement" (Hoher Rat des Wohnungswesens);

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Ausführung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Minister: der mit dem Wohnungswesen beauftragte Minister;

2° die Verwaltung: die Operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie;

3° das Programm: das in Artikel 188 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse genannte Aktionsprogramm in Sachen Wohnungswesen;

4° der Immobilienvermittler: der in Artikel 1, 23° des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse definierte Immobilienvermittler;

5° die öffentlichen Wohnungen: die Übergangs-, Eingliederungs-, Sozial- und Durchschnittswohnungen, einschließlich der seit zehn Jahren verkauften Sozial- und Durchschnittswohnungen, die durch eine Einrichtung mit sozialem Zweck oder eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes verwalteten oder gemieteten Wohnungen, die durch den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) verwalteten Wohnungen, die durch das "Office central d'action sociale et culturelle" des Verteidigungsministeriums verwalteten Wohnungen, die im Rahmen eines "Community land trust" geschaffenen Wohnungen und die sozialen oder sonstigen betreuten Wohnungen, die von einem Immobilienvermittler verwaltet werden.

Art. 2 - § 1. Jede Gemeinde hat die folgenden Ziele zu erreichen:

1° 10 Prozent öffentliche Wohnungen auf ihrem Gebiet;

2° eine Übergangswohnung für je 5.000 Einwohner mit einer Mindestanzahl von zwei Übergangswohnungen am 31. Dezember 2016.

Die Gemeinde, die auf ihrem Gebiet über weniger als 5 Prozent öffentliche Wohnungen verfügt, muss zudem erreichen, dass jedes Jahr die Verwaltung oder die Miete von mindestens einer Wohnung durch eine Einrichtung mit sozialem Zweck oder eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes übernommen wird.

§ 2. Um das in § 1, Absatz 1, 1° genannte Ziel zu erreichen, muss jede Gemeinde in ihrem kommunalen Aktionsprogramm in Sachen Wohnungswesen eine Mindestanzahl öffentlicher Wohnungen mit Ausnahme von Übergangswohnungen vorsehen, die von der Regierung gemäß den Absätzen 2 und 3 bestimmt wird.

Die Regierung bestimmt die Mindestanzahl der öffentlichen Wohnungen, die vorzusehen ist, abhängig davon, ob die Gemeinde auf ihrem Gebiet über weniger als 5 Prozent, oder aber zwischen 5 und 10 Prozent öffentliche Wohnungen verfügt.

Die in Absatz 2 genannte Zahl wird für die Gemeinden, die auf ihrem Gebiet mehr als fünf Mietbewerber pro bestehende öffentliche Wohnung haben, um eine Wohnung erhöht, und für die Gemeinden, die einen positiven Indikator der sozialen Kohäsion haben, um eine bzw. zwei Wohnungen erhöht, je nachdem dieser Indikator niedriger oder höher als 10 Prozent ist.

Art. 3 - Die Gemeinde, die das in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 1° genannte Ziel nicht erreicht hat, und deren Gemeinderat binnen der von der Regierung festgelegten Frist kein Programm beschlossen hat, wird ab dem ersten Jahr, das durch das Programm gedeckt werden sollte, bestraft.

Der Jahresbetrag der Geldstrafe ist 10.000 Euro, multipliziert:

1° mit der Mindestanzahl Wohnungen, die gemäß Artikel 2, § 2, Absätze 2 und 3 für diese Gemeinde bestimmt wurde, und

2° mit der Anzahl Übergangswohnungen, die nötig ist, um das in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 2° festgelegte Ziel zu erreichen, von welcher die Zahl der Übergangswohnungen, die zu dieser Zeit gerade geschaffen werden, abgezogen wird.

Die der Gemeinde zugestellte Geldstrafe deckt den Betrag, der für die drei Jahre des Programms geschuldet wird, kann aber in jährlichen Raten von der Gemeinde gezahlt werden.

Die Strafmaßnahme wird beendet, wenn der Gemeinderat binnen der von der Regierung festgelegten Frist ein Programm beschließt, das die Mindestanzahl Wohnungen nach Artikel 2, § 2, Absätze 2 und 3, und die Schaffung der Übergangswohnungen, die notwendig sind, um das in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 2° bestimmte Ziel zu erreichen, vorsieht.

Art. 4 - § 1. Die Gemeinde, die das in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 1° genannte Ziel nicht erreicht, und deren Programm:

1° die Mindestanzahl Wohnungen, die gemäß Artikel 2, § 2, Absätze 2 und 3 für diese Gemeinde bestimmt wurde, nicht vorsieht und/oder

2° die Anzahl Übergangswohnungen, die notwendig sind, um das in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 2° bestimmte Ziel zu erreichen, nicht vorsieht,

wird ab dem ersten durch das Programm gedeckten Jahr bestraft.

Der Jahresbetrag der Geldstrafe beläuft sich auf 10.000 Euro, multipliziert mit der Anzahl fehlender Wohnungen.

Die der Gemeinde zugestellte Geldstrafe deckt den Betrag, der für die drei Jahre des Programms geschuldet wird, kann aber in jährlichen Raten von der Gemeinde gezahlt werden.

Die Strafmaßnahme wird beendet, wenn der Gemeinderat binnen der von der Regierung festgelegten Frist ein Programm beschließt, das die Mindestanzahl Wohnungen nach Artikel 2, § 2, Absätze 2 und 3, und die Mindestanzahl Übergangswohnungen, die notwendig sind, um das in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 2° bestimmte Ziel zu erreichen, vorsieht.

§ 2. Die Gemeinde, deren Programm die Mindestanzahl Wohnungen, die gemäß Artikel 2, § 2, Absätze 2 und 3 für diese Gemeinde bestimmt wurde, vorsieht, wird bestraft, wenn bestimmte im Programm vorgesehene Maßnahmen von der Regierung nicht festgehalten werden, weil sie unzulässig sind, oder sie die von der Regierung festgelegten allgemeinen Orientierungen nicht beachten, und die Mindestanzahl Wohnungen, die gemäß Artikel 2, § 2, Absätze 2 und 3 für diese Gemeinde bestimmt wurde, deshalb nicht mehr erreicht werden kann.

Der Betrag der Geldstrafe beträgt 10.000 Euro pro fehlende Wohnung.

§ 3. Die Gemeinde, deren Programm die Mindestanzahl Übergangswohnungen vorsieht, die nötig ist, um das gemäß Artikel 2, § 1, Absatz 1, 2° festgelegte Ziel zu erreichen, wird bestraft, wenn bestimmte im Programm vorgesehene Maßnahmen von der Regierung nicht festgehalten werden, weil sie unzulässig sind, und die Mindestanzahl Übergangswohnungen, die nötig ist, um das gemäß Artikel 2, § 1, Absatz 1, 2° genannte Ziel zu erreichen, deshalb nicht mehr erreicht werden kann.

Der Betrag der Geldstrafe beträgt 10.000 Euro pro fehlende Wohnung.

§ 4. Die Gemeinde kann Einspruch einlegen gegen den Beschluss:

1° bestimmte Maßnahmen zur Schaffung von Sozial-, Eingliederungs- oder Übergangswohnungen nicht festzuhalten,

2° sie gemäß § 1 zu bestrafen,

3° sie gemäß Artikel 6 zu bestrafen,

und zwar bei der durch den Erlass vom 19. Juli 2001 bezüglich des kommunalen Aktionsprogramms in Sachen Wohnungswesen eingerichteten Beschwerdekammer gemäß den in demselben Erlass festgelegten Modalitäten.

Art. 5 - Die Gemeinde, die das in Artikel 2, § 1, Absatz 1, 1° genannte Ziel am Tag der Genehmigung durch die Regierung des vorigen Programms erreicht hatte, die aber infolge einer Erhöhung der Anzahl Haushalte auf ihrem Gebiet nicht mehr erreicht, kann in Anwendung der Artikel 3 und 4 nicht bestraft werden.

Art. 6 - § 1. Der Immobilienvermittler, der eine von der Regierung festgehaltene Maßnahme des Programms innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist nicht durchführt, für welche entweder der Antrag auf Verlängerung der Frist vom Minister abgelehnt wurde, oder die Begründung des Verzichts vom Minister nicht akzeptiert wurde, wird mit einer Geldstrafe in Höhe von 10.000 Euro bestraft.

Gibt es keinen Antrag auf Verlängerung der von der Regierung festgelegten Frist, schickt die Verwaltung oder die "Société wallonne du Logement" - je nachdem der Immobilienvermittler eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes oder eine andere juristische Person ist - dem Immobilienvermittler spätestens sechs Monate nach der Überschreitung der Frist ein Schreiben zu, um ihn zu bitten, den Verzicht auf die Maßnahme zu begründen, oder falls auf die Maßnahme nicht verzichtet wurde, die Gründe der Verspätung anzugeben und die Frist mitzuteilen, binnen welcher der mit der Frist verbundene Fortschrittstand erreicht werden könnte.

Wenn der Immobilienvermittler binnen eines Monats keine Antwort gibt, oder wenn der Minister keine Verlängerung der Frist billigt oder die Begründung des Immobilienvermittlers für den Verzicht auf die Maßnahme nicht akzeptiert, wird der Immobilienvermittler mit einer Geldstrafe in Höhe von 10.000 Euro bestraft.

§ 2. Der Immobilienvermittler, der eine von der Regierung festgehaltene Maßnahme des Programms innerhalb der von der Regierung festgelegten und vom Minister verlängerten Frist nicht durchführt, wird mit einer Geldstrafe in Höhe von 10.000 Euro bestraft, wenn er für den Verzicht auf die Maßnahme keine Begründung gibt, oder wenn die gegebene Begründung vom Minister nicht akzeptiert wird.

Art. 7 - Die Gemeinde, die das in Artikel 2, § 1, Absatz 2 festgelegte Ziel nicht einhält, wird am Ende der drei vom Programm gedeckten Jahre bestraft.

Der Jahresbetrag der Geldstrafe beträgt 10.000 Euro pro fehlende Wohnung.

Art. 8 - § 1. Der Direktor der Direktion der Subventionen an öffentliche und private Einrichtungen der Abteilung Wohnungswesen der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder wenn er verhindert ist, ein Beamter der Stufe 1 dieser Direktion, wird bestimmt, um die in vorliegendem Erlass vorgesehenen Strafen aufzuerlegen.

§ 2. Die Geldstrafe muss innerhalb von drei Monaten ab dem Tag der Zustellung des Beschlusses über die Auferlegung der Geldstrafe gezahlt werden.

Für die in den Artikeln 3 und 4, § 1 genannten Geldstrafen muss in Abweichung von Absatz 1 nur ein Drittel der Geldstrafe innerhalb von drei Monaten ab dem Tag der Zustellung des Beschlusses über die Auferlegung der Geldstrafe gezahlt werden.

Ein zweites Drittel muss im Laufe des 1. Quartals des Jahres nach demjenigen, im Laufe dessen der Beschluss zur Auferlegung der Geldstrafe zugestellt wurde, gezahlt werden und das letzte Drittel muss im Laufe des 1. Quartals des zweiten Jahres nach demjenigen, im Laufe dessen der Beschluss zur Auferlegung der Geldstrafe zugestellt wurde, gezahlt werden.

§ 3. Die Geldstrafe ist durch Überweisung auf das Konto des öffentlichen Dienstes der Wallonie - Abteilung Finanzverwaltung - zu zahlen.

Art. 9 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2014 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 2, § 1, Absatz 2 und Artikel 6, die am 1. Januar 2015 in Kraft treten.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Dezember 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200793]

12 DECEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de financiële sancties bedoeld in de artikelen 188 en 190 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, artikelen 188 en 190;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 maart 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 maart 2013;

Gelet op het advies van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 27 mei 2013;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten), ontvangen op 22 mei 2013;

Gelet op advies nr. 53.921/2/V van de Raad van State, gegeven op 11 september 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur du Logement" (Hoge Huisvestingsraad), gegeven op 17 april 2013;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister van Huisvesting;

2° de Administratie : het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie;

3° het programma : Het voor (drie jaar) geldend actieprogramma inzake huisvesting bedoeld in artikel 188 van het Waalse wetboek van huisvesting en duurzaam wonen;

4° de beheerder : de vastgoedbeheerder zoals omschreven in artikel 1, 23°, van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;

5° de openbare woningen : de transitwoningen, de integratiewoningen, de sociale en middelgrote woningen, met inbegrip van de sociale en middelgrote woningen die sinds tien jaar verkocht zijn, de woningen die door een instelling met sociale doeleinden of door een openbare huisvestingsmaatschappij beheerd of gehuurd worden, de woningen die door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Huisvestingsfonds voor Kroostrijke Gezinnen in Wallonië) beheerd worden, de woningen die door de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap beheerd worden, de woningen opgericht in het kader van een "Community Land Trust" en de al dan niet sociale serviceflats beheerd door een beheerder.

Art. 2. § 1. Elke gemeente moet de volgende doelstellingen bereiken :

1° 10 procent openbare woningen op haar grondgebied;

2° een transitwoning voor 5 000 inwoners met een minimum van twee transitwoningen vanaf 31 december 2016.

De gemeente die over minder dan 5 procent openbare woningen beschikt op haar grondgebied moet er bovendien voor zorgen dat minstens een woning per jaar door een instelling met sociale doeleinden of door een openbare huisvestingsmaatschappij beheerd of verhuurd wordt.

§ 2. Om de doelstelling bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, te bereiken, moet elke gemeente in haar gemeentelijk actieprogramma inzake huisvesting, een minimum aantal openbare woningen voorzien, met uitzondering van de transitwoningen die overeenkomstig lid 2 en 3 door de Regering worden vastgelegd.

De Regering bepaalt het minimum aantal te voorziene openbare woningen naargelang de gemeente over minder dan 5 procent openbare woningen beschikt op haar grondgebied of tussen 5 en 10 procent openbare woningen beschikt op haar grondgebied.

Het aantal bedoeld in het tweede lid wordt met één woning verhoogd voor de gemeenten die meer dan vijf kandidaat-huurders hebben per bestaande openbare woning op hun grondgebied en met een of twee woningen voor de gemeente die een positief cijfer van sociale cohesie hebben naargelang zij over een indexcijfer beschikken dat lager of hoger is dan 10 procent.

Art. 3. De gemeente die de doelstelling bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, niet bereikt heeft en waarvan de gemeenteraad niet beraadslagt heeft over een programma binnen de door de Regering vastgestelde termijn, wordt gestraft vanaf het eerste jaar dat het programma in werking treedt.

Het jaarlijks bedrag van de sanctie wordt vastgelegd op 10.000 euro en wordt vermenigvuldigd :

1° met het minimum aantal woningen bepaald voor deze gemeente overeenkomstig artikel 2, § 2, lid 2 en 3, en

2° met het aantal transitwoningen die nodig zijn om de doelstelling vastgelegd in artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, te bereiken, met aftrek van de geplande transitwoningen.

De sanctie die aan de gemeente wordt betekend, dekt het bedrag dat verschuldigd is voor het drie jaar lopende programma, maar kan jaarlijks door de gemeente worden betaald.

De sanctie eindigt wanneer de gemeenteraad beraadslagt, binnen de door de Regering vastgestelde termijn, over een programma dat het minimum aantal woningen vastgelegd in artikel 2, § 2, lid 2 en 3, voorziet, alsook over de oprichting van de transitwoningen die nodig zijn om de doelstelling vastgelegd in artikel 2, § 1, lid 1, 2°, te bereiken.

Art. 4. § 1. De gemeente die de doelstelling bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, niet heeft bereikt en waarvan het programma :

1° het minimum aantal woningen bepaald voor deze gemeente overeenkomstig artikel 2, § 2, lid 2 en 3, niet voorziet, en/of

2° het aantal transitwoningen die nodig zijn om de doelstelling vastgelegd in artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, te bereiken, niet voorziet,

wordt gestraft vanaf het eerste jaar dat door het programma wordt gedekt.

Het jaarlijks bedrag van de sanctie wordt vastgelegd op 10.000 euro en wordt vermenigvuldigd door het aantal ontbrekende woningen.

De sanctie die aan de gemeente wordt betekend, dekt het bedrag dat verschuldigd is voor het drie jaar lopende programma, maar kan jaarlijks door de gemeente worden betaald.

De sanctie eindigt wanneer de gemeenteraad beraadslagt, binnen de door de Regering vastgestelde termijn, over een programma dat het minimum aantal woningen vastgelegd in artikel 2, § 2, lid 2 en 3, voorziet, alsook het minimum aantal transitwoningen die nodig zijn om de doelstelling vastgelegd in artikel 2, § 1, lid 1, 2°, te bereiken.

§ 2. De gemeente waarvan het programma het minimum aantal woningen vastgelegd voor deze gemeente overeenkomstig artikel 2, § 2, lid 2 en 3, voorziet, wordt gestraft wanneer sommige handelingen bedoeld in het programma niet door de Regering worden opgenomen omdat ze onontvankelijk zijn of de gewestelijke beleidsopties bepaald door de Regering niet in acht nemen, en dat het minimum aantal woningen vastgelegd voor deze gemeente overeenkomstig artikel 2, § 2, lid 2 en 3, dan ook niet meer bereikt kan worden.

Het bedrag van de sanctie wordt vastgelegd op 10.000 euro per ontbrekende woning.

§ 3. De gemeente waarvan het programma het minimum aantal transitwoningen voorziet die nodig zijn om de doelstelling vastgelegd in artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, te bereiken, wordt gestraft wanneer sommige handelingen bedoeld in het programma niet door de Regering worden opgenomen omdat ze onontvankelijk zijn en dat het minimum aantal transitwoningen die nodig zijn om de doelstelling vastgelegd in artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, te bereiken dan ook niet meer opgericht kunnen worden.

Het bedrag van de sanctie wordt vastgelegd op 10.000 euro per ontbrekende woning.

§ 4. De gemeente kan een beroep indienen tegen de beslissing :

1° om geen handelingen op te nemen i.v.m. de oprichting van sociale woningen, integratiewoningen en transitwoningen,

2° om haar te straffen overeenkomstig § 1;

3° om haar te straffen overeenkomstig artikel 6,

bij de Kamer van beroep ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001 met betrekking tot het gemeentelijk actieprogramma inzake de huisvesting, overeenkomstig de door dit besluit bepaalde modaliteiten.

Art. 5. De gemeente die de doelstelling bedoeld in artikel 2, § 1, lid 1, 1°, op de datum van de goedkeuring van het vorig programma door de Regering had bereikt, maar nu niet meer bereikt door een hoger aantal gezinnen aanwezig op zijn grondgebied, mag niet bestraft worden overeenkomstig de artikelen 3 en 4.

Art. 6. § 1. De beheerder die een handeling van het programma opgenomen door de Regering binnen de door de Regering vastgelegde termijn niet uitvoert en waarvoor de aanvraag tot verlenging van de termijn door de Minister werd geweigerd of waarvoor de rechtvaardiging van het afzien van de handeling niet door de Minister werd aanvaard, wordt gestraft met een boete van 10.000 euro.

Als de verlenging van de termijn bepaald door de Regering niet wordt aangevraagd, stuurt de Administratie of de "Société wallonne du Logement", naargelang de beheerder een openbare huisvestingsmaatschappij of een andere rechtspersoon is, een schrijven naar de beheerder uiterlijk zes maanden na de overschrijding van de termijn om hem te vragen om het afzien van de handeling te motiveren of, zo niet, de redenen van deze vertraging aantonen en de vervaldatum vermelden waarmee het stadium van vordering i.v.m. de termijn kan worden bereikt.

Indien de beheerder binnen de maand geen antwoord geeft of indien de Minister geen verlenging van de termijn verleent of de motivering van het afzien door de beheerder niet aanvaardt, zal de beheerder een geldboete krijgen ter hoogte van 10.000 euro.

§ 2. De beheerder die een handeling van het programma opgenomen door de Regering binnen de door de Regering vastgelegde termijn en verlengd door de Minister niet uitvoert, wordt gestraft met een boete van 10.000 euro als hij geen motivering van het afzien van de handeling aangeeft of als zijn motivering door de Minister niet wordt aanvaard.

Art. 7. De gemeente die de doelstelling bedoeld in artikel 2, § 1, tweede lid, niet naleeft, wordt gestraft na verloop van de drie jaren die door het programma worden gedekt.

Het jaarlijks bedrag van de straf wordt vastgelegd op 10.000 euro per ontbrekende woning.

Art. 8. § 1. De directeur van de Directie Toelagen aan Openbare en Privé-instellingen van het Departement Wonen van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst wordt aangewezen om de sancties bedoeld in dit besluit op te leggen of, wanneer deze is verhinderd, een ambtenaar van niveau 1 die aan dezelfde directie verbonden is.

§ 2. De sanctie moet betaald worden binnen een termijn van drie maanden die een aanvang neemt de dag van de kennisgeving van de beslissing waarbij de sanctie wordt opgelegd.

In afwijking van het eerste lid, voor de sancties bedoeld in de artikelen 3 en 4, § 1, moet slechts een derde van de sanctie worden betaald binnen een termijn van drie maanden die een aanvang neemt de dag van de kennisgeving van de beslissing waarbij de sanctie wordt opgelegd.

Een tweede derde van de sanctie moet worden betaald in de loop van het eerste kwartaal van het jaar dat volgt op datgene waarin de beslissing die de sanctie oplegt, wordt betekend en een laatste derde moet worden betaald in de loop van het eerste kwartaal van het tweede jaar dat volgt op datgene waarin de beslissing die de sanctie oplegt, wordt betekend.

§ 3. De sanctie wordt betaald door overschrijving op de rekening van de Waalse Overheidsdienst - Departement Thesaurie.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014, met uitzondering van artikel 2, § 1, tweede lid, en van artikel 6 die op 1 januari 2015 in werking treden.

Art. 10. De Minister bevoegd voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 december 2013.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200853]

30 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant la décision d'autoriser le passage des Legend Boucles de Spa sur la voie dénommée "la Clémentine" lors de la manifestation organisée le 15 février 2014

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, III, 3°, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, notamment l'article 23, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 novembre 2013;

Considérant que la manifestation des « Legend Boucles de Spa » a confirmé, depuis de nombreuses années, son caractère international et a acquis une très grande renommée tant nationale qu'internationale;

Considérant que la voie dénommée « la Clémentine » est le passage emblématique des Legend Boucles de Spa et que sa suppression hypothéquerait la renommée de cet événement, voire sa disparition;

Considérant que les mesures sont prises afin de minimiser son impact sur l'environnement;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

Article unique. La décision, prise par le propriétaire public de la voirie dénommée « La Clémentine », de laisser circuler les participants des « Legend Boucles de Spa » en vue d'exercer des activités de sports moteurs le 15 février 2014 est approuvée conformément à l'article 23, alinéa 2, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier.

Namur, le 30 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO